

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone n°36 (du 6 au 12 septembre 2010)

La crise politique

A l'approche de la « Conférence nationale » du 13 septembre, le pessimisme semble l'emporter. Le flou subsiste quant à l'organisation de ce rassemblement. Les mouvances des anciens présidents ont posé de nombreux préalables à leur participation (instauration d'un climat d'apaisement, clarification des méthodes de travail, présence physique des ex-présidents en exil, dissolution de la HAT, publication des enquêtes du Bianco et de l'IGE sur les malversations des hautes personnalités...) mais cette fermeté masque mal les graves dissensions internes en leur sein et au sein des ex-partis présidentiels Tim (Ravalomananistes) et Arema (Ratsirakistes). La mouvance Zafy n'est pas épargnée. Les transfuges des mouvances espèrent pouvoir tirer leur épingle du jeu dans la distribution des nombreux postes offerts dans le cadre des nouvelles institutions de la Transition. Certains sont aussi revenus à plus de réalisme et admettent désormais qu'il est urgent de mettre un terme à cette crise qui risque de déboucher sur une explosion sociale, voir à une nouvelle tentative de coup de force militaire, comme la rumeur court à nouveau. L'approche « *mouvance* » cède le pas à l'approche « *parti* » mais ceux-ci constituent une immense nébuleuse dont la légitimité est sujette à caution. Après les défections survenues dans ses rangs, le « *canal historique* » du Tim a repris l'initiative pour rappeler quels sont les véritables décideurs et représentants du parti. 70 ex- parlementaires Tim déclarent que le parti et la mouvance ne font qu'un. Les dissidents sont accusés d'opportunisme. Les « *Femmes légalistes* », conduites par la sénatrice Eliane Naika, se montrent offensives pour défendre la mouvance, la médiation du GIC et de la Sadc, ainsi que l'application effective des sanctions internationales et leur renforcement. La « *direction collégiale* » de l'Arema a pris ses distances par rapport à la mouvance et a décidé de participer à la « *Conférence nationale* ». La CNOSC poursuit son projet d'organiser une « *Conférence nationale souveraine* », qui ne pourrait se tenir qu'après le rassemblement « *officiel* ». Une rencontre qui se veut plus inclusive et qui bénéficierait du soutien financier de la communauté internationale. Les discussions de Vontovorona se sont soldées par un demi-échec, elles n'ont pas permis d'aboutir à un accord politique. De nombreuses réserves se sont exprimées, y compris chez les participants.

Une rencontre informelle entre Andry Rajoelina et les 3 mouvances, à la résidence du nonce apostolique, la première depuis celle de Pretoria en avril, s'est révélée improductive.

Une réunion organisée par l'Escopol pour débattre de l'organisation de la « *Conférence nationale* » et du projet d'ordonnance pour la mise en place des nouvelles institutions de la Transition a ravivé les tensions au sein du groupe de signataires des accords d'Ivato. La clé de répartition des sièges a cristallisé les discordes.

La « Conférence nationale » aura le dernier mot sur les projets de Constitution à soumettre au référendum du 17 novembre, a souligné le président du CCC qui interviendra après la clôture pour finaliser les projets à soumettre aux électeurs. Andry Rajoelina prépare son propre projet qui sera dévoilé à la « *Conférence nationale* ». La possibilité qui lui est offerte de déposer son projet personnel, et ce malgré la date de clôture de réception des propositions, fait l'objet de critiques. Nul doute que sa « *proposition* » figurera parmi celles qui seront retenues pour le référendum. Nombreux sont les observateurs qui doutent que l'adoption d'une nouvelle Constitution soit de nature à résoudre les maux du pays. « *C'est impossible tout simplement parce que la mentalité malgache ne respecte pas les écrit. [...] C'est inscrit au plus profond de l'histoire politique malgache. Ce changement constitutionnel ne s'opère pas dans une situation saine mais dans une situation de crise avec des rancœurs tenaces pour des années encore* » écrit notamment Sobika.

L'UOSC bénéficie d'un financement public de 2 milliards Ar. Elle s'engage à rembourser l'Etat dès que la communauté internationale aura versé la contribution promise. Le Pnud, la France, la Suisse et la Norvège seront les principaux contributeurs. La CNOSC se situe désormais en retrait, depuis son échec de Vontovorona et l'ascendant qu'aurait pris en son sein l'Alliance des OSC, de tendance pro-Maputo.

L'ancien Premier ministre Monja Roindefo, dénonce les « harcèlements » dont lui et ses proches feraient l'objet. Le domicile de son aide de camp a été perquisitionné. Motif invoqué : « *atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat* ». L'opération est intervenue alors que Monja Roindefo annonçait la divulgation prochaine de son plan de sortie de crise. Il dénonce l'insécurité croissante qui serait due, notamment, à la disparition d'armes et de munitions aux FIGN, le 20 mai. Il met en cause l'Emmo-Reg et le colonel Ravalomanana.

Interrogations sur le « forcing » médiatique du Pr. Raymond Ranjeva. La Gazette observe que son « *offre de service* » pour une nouvelle Transition rencontre le scepticisme de l'opinion. Son frère Louis, ancien directeur de la Banque centrale de Manakara, accusé d'avoir détourné plus de 10 milliards Ar, est en effet en fuite à l'étranger et sa famille serait sans nouvelles de lui. Des observateurs se demandent quels sont les soutiens occultes de Raymond Ranjeva. Un « *pion* » de la communauté internationale ?

Andry Rajoelina en précampagne électorale ? La presse s'interroge de plus en plus le sens des déplacements que le président de la HAT effectue dans les régions, annonçant sur son passage d'importants programmes de développement financés par la manne du consortium Wisco. Reviendra-t-il sur son engagement de renoncer à se présenter aux prochaines présidentielles ?

Le Comesa confirme son soutien au processus électoral. Maurice, membre du Comesa et de la Sadc, se trouverait en pointe dans le processus de médiation international, avec le soutien de Nicolas Sarkozy qui a rencontré récemment le Premier ministre Navin Ramgoolam. Paris serait favorable à la nomination d'un envoyé spécial permanent mauricien, qui « *passerait mieux* » auprès des malgaches que l'ancien ministre des Affaires étrangères du Mozambique, Leonardo Simão, qui aurait la préférence de la Sadc. Le directeur de cabinet du ministère des Affaires étrangères a qualifié d'unilatérale la décision de la Sadc d'implanter un bureau de liaison à Antananarivo, qui pourrait être hébergé par l'ambassade de Maurice. Le retour à Madagascar de Joachim Chissano est annoncé, au grand déplaisir du ministre des Affaires étrangères.

Droits humains, gouvernance

Le procès du 7-Février critiqué par la Cour Internationale de Justice. Elle estime que le traitement de ce dossier ne relève pas des compétences d'une Cour Criminelle Ordinaire. Marc Ravalomanana affirme dans un communiqué que la majorité des victimes semblent avoir été tirés dans le dos et que la façade du Palais présidentiel garde la trace des balles tirées depuis l'extérieur. Il affirme qu'« *aussi longtemps que ce régime illégal restera accroché au pouvoir, la vérité restera cachée* ». Plusieurs contributions tentent de démontrer que des tirs meurtriers sont venus de l'extérieur du palais présidentiel, accréditant la thèse d'un complot. Les Avocats du Barreau de Madagascar ont qualifié dans un communiqué la justice malgache d'injuste et partielle. Ils y révèlent l'existence de preuves révélant le caractère tronqué du procès.

Travailleurs expatriés : un nouveau décès suspect survient au Liban, ce qui porte à 9 le nombre de décès depuis début 2010. L'employée se serait déféstrée. La famille espère que l'agence de recrutement prendra ses responsabilités et se chargera des frais du rapatriement de la jeune fille. L'association des familles des victimes envisage une grande manifestation si le pouvoir ne prend pas des mesures radicales.

Comment fuir la pauvreté ? La situation de crise favorise la recherche de solutions pour fuir une dure réalité. La gente féminine se rue sur Internet à la recherche de « *corress* » étrangers. D'autres, tentent de s'expatrier au Liban. Profitant de ce contexte, Escort Madagascar vient de s'implanter, virtuellement d'abord. Hébergé au Canada, et avec vraisemblablement des relais locaux, ce site a été mis en ligne le 28 juillet. Il bénéficie d'un référencement privilégié sur Google. D'emblée la couleur est annoncée : Escort Madagascar, « *le site de l'agence d'accompagnement réputé et novatrice* », lance un grand casting sur la capitale afin de recruter des « *perles rares* » Malagasy. Question de *Madagate* : « *Madagascar possède-t-il une police des mœurs ou bien les initiateurs d'Escort Madagascar ont-ils le bras aussi longs que ceux de la mafia du bois de rose ?* ». Une affaire de proxénétisme de luxe dont le pouvoir ferait bien de se préoccuper...

Affaire Radio Fahazavana : 6 employés obtiennent la liberté provisoire. Ils avaient été mis en cause dans l'affaire de la mutinerie des FIGN le 20 mai. Parmi eux, le journaliste Lôlô Ratsimba. 4 autres personnes mises en cause en ont aussi bénéficié. Une mesure d'apaisement très attendue. Le jour même de cette libération, la *Radio Mahafaly*, propriété de la commune d'Antsirabe (dont le maire d'obédience Tim est en difficulté avec la HAT), a été fermée sur décision du ministère de la Communication.

Actualité économique et sociale

Projet QMM Ambatovy (Toamasina) : la fin prochaine de la phase de construction accroît les tensions. La phase d'investissement a mobilisé une main d'œuvre importante qui redoute d'être laissée pour compte lorsque démarrera la phase d'exploitation. La nervosité est montée chez un sous-traitant, avec des revendications dont la coloration ethnique. Les ouvriers ont mis en cause des embauches faites à Antananarivo, alors que d'après eux, des locaux possédant les compétences n'ont pas été retenus. La société s'est défendu de pratiquer une discrimination ethnique et a accepté de faire droit aux revendications. Le conflit avait dégénéré en grève, accompagnée de manifestations dispersées par les forces de l'ordre.

Trafics de bois de rose : nouvelles révélations... Des conteneurs en instance de départ pour la Malaisie ont été découverts à Toamasina. Un transitaire est désigné comme complice, avec des agents des douanes. Par ailleurs, 274 conteneurs ont quitté le port de Vohémar début septembre, à destination de la Chine. Le Premier ministre évoque la possibilité de faire survoler le littoral par des hélicoptères. *La Gazette* dénonce l'impunité qui perdure, malgré les déclarations tonitruantes des autorités. Aucune arrestation n'a été opérée jusqu'à présent, alors que des listes de personnalités impliquées circulent sous le manteau et qu'Andry Rajoelina a donné instruction à son ministre de l'Environnement de publier la liste des « *gros bonnets* ».